

## LE P<sup>r</sup> KHIATI, PRÉSIDENT DE LA FOREM : «La tension sur les médicaments s'est accentuée sous Ould Abbès»

*La tension sur les médicaments n'a jamais été aussi grande. L'affirmation est du professeur Khiati qui s'étonne que la pénurie intervienne au moment où le secteur bénéficie d'un budget colossal.*

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Plus qu'une polémique, le manque de médicaments dans les hôpitaux est une réalité, estime le président de la fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche.

Le P<sup>r</sup> Khiati considère que «ce ne sont pas les déclarations affirmant que le médicament est disponible qui vont faire changer les choses» et reconnaît qu'une certaine tension sur les médicaments a de tout temps existé mais qu'elle s'était accentuée depuis l'arrivée d'Ould Abbès. Les raisons ? «Le ministre de la

Santé a voulu appliquer la même politique qu'il appliquait au ministère de la Solidarité, ce qui est impossible», dit-il.

Résultat : des ruptures de stock et des conflits avec quasiment tous les partenaires sociaux alors même que le budget a été quadruplé pour le secteur.

Pour une meilleure gestion du secteur, la Forem réclame depuis de longues années l'installation d'un conseil supérieur de la santé qui puisse se charger de coordonner la politique de santé.

C'est cette absence de coordination, considère le P<sup>r</sup> Khiati,



La gestion du médicament en continue dégradation.

qui est derrière beaucoup d'incohérences comme c'est le cas pour la prise en charge des insuf-

fisants rénaux.

Une politique de l'autruche a été adoptée et qui fait que les

greffes ne se sont pas généralisées. Résultat : 18 000 personnes sont condamnées à la dialyse. Idem pour le traitement du cancer pour lequel le P<sup>r</sup> Khiati plaide pour une vision plus globale. Abordant la question du mouvement associatif, le président de la Forem estime que les associations ont pris l'habitude d'être financées sans pour autant rendre des comptes.

Moins de 5% de celles exerçant n'ont pas la possibilité de fournir un bilan de leurs activités. Celles de la Forem sont cependant nombreuses.

En octobre par exemple, une caravane avec dix tonnes de denrées alimentaires et des équipes médicales prendra le chemin des camps sahraouis.

N. I.

Photo : DR.

### EXPORTATION HORS HYDROCARBURES

## Benbada plaide pour un accompagnement des investisseurs privés à s'installer à l'étranger

Le ministre du Commerce estime qu'il faut aider les entreprises privées, capables d'exporter hors hydrocarbures, à s'installer à l'étranger.

Le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, plaide pour un encouragement et un accompagnement des entreprises privées visant à exporter leurs productions afin de s'installer à l'étranger. «Il faut aider ces investisseurs qui ne demandent qu'à transférer quelques millions de dollars dans le pays de destination. Cet argent permettra notamment, la location de locaux pour le stockage de leurs produits exportés», a-t-il indiqué hier, au forum du quotidien *Liberté* à Alger.

Pour lui, certaines sociétés méritent qu'on leur accorde la confiance tout en étudiant cas par cas leurs structures et leurs capacités à l'exportation en hors hydrocarbures. Une initiative qui servira, dit-il d'«opération pilote». S'agissant de la généralisation de l'utilisation du cheque, obligatoire pour les grosses transactions et le développement de la facturation de transaction, Benbada affirme que «la mesure a survenue certes, dans une conjoncture particulière mais le gouvernement ne l'a pas abandonnée». Il a préconisé ainsi son introduction dans tous les secteurs d'une manière «progressive» et «intelligente».

«Cette mesure est nécessaire, indispensable et structurante pour l'économie nationale. Il faut sensibiliser les opérateurs et les accompagner», précise-t-il encore. Quant aux négociations pour l'adhésion de l'Algérie à l'OMC (organisation mondiale du commerce), la prochaine round a été encore reportée. Une réunion qui ne s'est pas tenue en raison du «rappel du président du groupe de travail, chargé du dossier Algérie». Selon le ministre, une autre réunion est prévue au plus tard à la fin de l'année.

L'invité du forum est revenu également sur la flambée des prix durant le mois de Ramadan. Il assure que contrairement aux années précédentes, «cette année, la hausse des prix a été typique au premier jour du Ramadan». Il affirme toutefois, que ce phénomène est cyclique et que les prix vont se stabiliser au bout de la première semaine du mois de jeûne.

«Ce matin, les prix étaient très abordables dans les marchés de gros», dit-il. Pour lui, le problème des hausses des prix se situe surtout dans les marchés de détails d'où la nécessité d'«étouffer le circuit de distribution par des marchés de proximité».

Rym Nasri

### COMPORTEMENTS NUISIBLES À LA QUALITÉ DE VIE DE LA VILLE

## L'association El Kalaâ propose l'application de sanctions

*Les villes algériennes, en particulier la capitale, ont atteint un niveau de dégradation «désastreux», constate l'association de préservation de l'environnement de la commune d'Alger-Centre El Kalaâ. Cette dernière demande la mise en place d'une réglementation rigoureuse qui sanctionnerait les infractions à la qualité du cadre de vie de la ville.*

Pollution, vieux bâti, incivisme, insécurité, marchés et parkings informels à chaque coin de rue, c'est désormais ce qui caractérise nos villes selon l'association El Kalaâ.

Lors d'une conférence de presse animée, hier, au siège de l'UGCAA, à Alger, l'association tire la sonnette d'alarme devant cette situation. «Il faut agir vite», lance-t-elle à l'adresse des collectivités locales.

Le mouvement associatif et les citoyens sont aussi interpellés pour jouer un rôle afin de changer les choses. Il est «inconcevable de laisser la situation telle quelle», estime M. Haddadi, président d'El Kalaâ.

Ce dernier, nostalgique de l'image de l'Algérie



Les ordures inondent tous les quartiers des villes algériennes.

d'antan, espère réussir à sensibiliser les parties concernées afin, peut-être, qu'un jour le pays retrouve cette image.

L'association appelle les autorités et les services publics à plus de rigueur. Aussi, pour inciter les citoyens au respect des règles de civisme, El Kalaâ propose aux services publics d'user de plus de fermeté dans l'application des textes de loi et appliquer des sanctions contre les responsables d'infractions à la qualité du cadre de vie de la ville.

Par ailleurs, les collectivités locales sont interpellées à mettre fin au commerce de l'informel qui gangrène les villes. Ceci à

travers notamment la construction de marchés de proximité pour barrer la route aux marchés ambulants et informels.

Les parkings sauvages sont aussi un point noir, estime l'intervenant, et

sont souvent à la base de conflits.

C'est pourquoi, il propose une réglementation des parkings pour empêcher le gardiennage sauvage.

S. A.

Photo : Samir Sid

### ERRATA

Plusieurs erreurs se sont glissées dans la réponse de Badr 'Eddine Mili à Abdelaali Merdaci publiée dans l'édition du 24 Juillet 2012. Il fallait lire :

- 1 - «Oradour-sur-Glane» au lieu de «Oradou» ;
- 2 - «Guy Moquet» au lieu de «Guy Moqué» ;
- 3 - «le général Damrémont, successeur de Clauzel, gouverneur général de l'Algérie» au lieu de «le général Danrémont» ;
- 4 - «Abdelkrim Badjadja» au lieu de «Abdelkrim Boudjadja» ;
- 5 - «et j'en terminerai par là» au lieu de «et je n'en terminerai pas là». Avec toutes nos excuses à nos amis lecteurs.